Conseil d'Etat - Raad van State
Section de législation - Afdeling wetgeving
19 V -1958-
Transmis à M. coordination (2)
Overgemaakt aan de H.

ML. L. 6199/2.

ROYAUME DE BELGIQUE. KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT. ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de l'Intérieur, le 31 mars 1958, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "relatif aux dispositions particulières au personnel du Ministère de l'Intérieur", a donné le 4 avril 1958 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 31e maart 1958 door de Minister van Binnenlandse Zaken verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "houdende bijzondere bepalingen voor het personeel van het Ministerie van Binnenlandse Zaken", heeft de 4e april 1958 het volgend advies gegeven :

Le projet concerne l'organisation des services de l'administration centrale du Ministère de l'Intérieur et le statut des agents de cette administration,à l'exclusion des inspecteurs du service des affaires linguistiques.

Toutefois, alors que les articles 1er à 9 s'appliquent à toute l'administration centrale et à l'ensemble de son personnel, les articles 10 à 16 ont trait spécialement à l'administration de la protection civile et aux agents de cette dernière administration, que le projet crée implicitement au sein de l'administration centrale du Ministère.

Il serait préférable de consacrer à ces derniers articles un chapitre distinct qui serait le chapitre II, les articles 1er à 9 étant alors groupés dans un chapitre Ier et les articles 17 à 20 (dispositions finales) dans un chapitre III.

\+

\+ \+

CHAPITRE Ier. - DISPOSITIONS GENERALES.

(Articles 1er à 9).

Après avoir énuméré les différents grades, le projet établit leur hiérarchie en s'écartant du système général instauré par l'arrêté royal du 30 mars 1939, ce qui ne permet plus, pour le passage d'un grade à l'autre, l'application pure et simple des règles du statut des agents de l'Etat relatives à l'avancement de grade.

Le projet institue dès lors, pour le passage d'un grade à l'autre au sein de l'administration centrale du Ministère, des règles qui dérogent sur certains points aux règles du statut.

\+

\+ +

CHAPITRE II. - DISPOSITIONS RELATIVES A L'ADMINISTRATION DE LA PROTECTION CIVILE.-

(Articles 10 à 17 du projet).

Il résulte implicitement des dispositions que le Conseil d'Etat suggère de grouper sous un chapitre II, plus spécialement de l'article 13, qu'il est créé au sein du Ministère de l'Intérieur une administration de la protection civile qui exercera les attributions actuellement dévolues par l'arrêté royal du 11 mars 1954 à l'échelon national ainsi qu'aux bureaux provinciaux du Corps de protection civile.

Il conviendrait de créer expressément cette administration par un article à placer en tête du chapitre II.

\+

\+ +

.../...

La portée du projet ressortirait mieux de l'intitulé suivant :

"Arrêté royal relatif à l'organisation de l'administration centrale du Ministère de l'Intérieur et au statut de ses agents".

\+

\+ \+

Au préambule du projet, il y a lieu de viser l'article 66, alinéa 2, de la Constitution, qui constitue le fondement légal principal du projet.

La mention de l'arrêté du Régent du 30 avril 1947 devrait être complétée comme suit :

"... modifié par l'arrêté du Régent du 2 mars 1949 et par les arrêtés royaux des 5 février 1951, 3 et 18 mars 1953, 23 mars et 20 juin 1955".

La mention de l'arrêté du Régent du 10 avril 1948 devrait être complétée comme suit :

"... modifié par les arrêtés royaux des 5 février 1951, 3 et 18 mars 1953, 23 mars et 20 juin 1955".

\+

\+ \+

Quant aux articles du projet, étant donné le bref délai dont il a disposé, le Conseil d'Etat doit se borner à proposer des modifications de texte qui expriment d'une manière plus complète et plus claire les intentions du Gouvernement, telles qu'elles ont été précisées par le délégué du Ministre.

Ces modifications sont énoncées ci-après :

Article 1er.

Texte proposé :

"Le présent arrêté régit l'administration centrale du Ministère de l'Intérieur, à l'exception des inspecteurs du Service des affaires linguistiques".

Article 2.

Cet article trouverait mieux sa place après l'article 9 et serait mieux rédigé comme suit :

"Les agents des gouvernements provinciaux ne peuvent accéder ni par promotion, ni par changement de grade aux emplois de l'administration centrale du Ministère de l'Intérieur ".

.../...

Articles 3 et 4.

Ces deux articles auraient avantage à être groupés en un article conçu comme suit :

"Les différents grades de l'administration centrale du Ministère de l'Intérieur sont énumérés au tableau annexé au présent arrêté.

Ils sont classés dans les catégories prévues par le statut des agents de l'Etat, indiquées par ce tableau.

La nomination par voie de recrutement a lieu aux conditions particulières déterminées au tableau.

Le passage d'un grade à un autre se fait, aux conditions prévues au tableau, tantôt par changement de grade , tantôt par promotion.

Le changement de grade est le passage d'un grade à un autre dans le même groupe hiérarchique. Il est décidé par l'autorité investie du pouvoir de nomination. Les agents qui désirent obtenir un changement de grade sont tenus de poser leur candidature.

La promotion est le passage d'un grade à un autre grade rangé dans un groupe hiérarchique supérieur.

.../...

Le groupe hiérarchique est formé par l'ensemble des grades énumérés au tableau sous un même numéro.

Le classement des groupes hiérarchiques dans la colonne II du tableau détermine le rang hiérarchique des grades réunis dans chacun de ces groupes".

Article 5.

Les deux premiers alinéas seraient mieux rédigés comme suit :

"Il y a deux espèces de promotions : la promotion au sein de la même catégorie et la promotion avec accès à la catégorie supérieure.

La promotion au sein d'une même catégorie a lieu conformément aux règles du statut des agents de l'Etat prévues pour l'avancement de grade , sous réserve des dérogations résultant du présent arrêté".

A l'alinéa 3, il serait préférable de remplacer aussi l'expression "promotion à la catégorie supérieure" par "promotion avec accès à la catégorie supérieure".

.../...

Article 6.

Texte proposé :

"Le changement de grade a lieu conformément aux règles qui régissent la promotion au sein d'une même catégorie. L'ancienneté pour le classement se détermine toutefois en prenant en considération l'ancienneté acquise par l'agent tant dans les grades qu'il occupe ou a antérieurement occupés dans le même groupe hiérarchique, que dans des grades rangés dans d'autres groupes hiérarchiques de la même catégorie, si ces derniers donnent accès, d'après le tableau, au grade à conférer".

Article 7.

Texte proposé :

"En cas de promotion au sein d'une catégorie, les deux ans de fonction requis par l'article 72 du statut se déterminent en prenant en considération le temps passé dans les différents grades de la catégorie qui donnent accès par promotion au grade à conférer".

.../...

Article 8.

L'alinéa 1er de cet article serait mieux rédigé comme suit :

"Lorsqu'en première ou en deuxième catégorie se présentent des candidats à un changement de grade, le conseil de direction classe ces candidats en tête de liste".

Etant donné que les agents qui ont vocation à une promotion ne sont pas tenus de poser leur candidature, il convient de remplacer, au deuxième alinéa, les mots "candidats" par "agents intéressés".

Article 9.

Cet article donne au Ministre le pouvoir de compléter les prescriptions résultant du tableau pour les grades de la IVe catégorie ainsi que pour les grades classés hors catégorie.

Pour éviter des discussions, il y aurait lieu de remplacer l'expression "pour la nomination" par celle de "tant pour le recrutement que pour le changement de grade et pour la promotion".

.../...

Article 10.

Les mots "soumis aux dispositions de l'article 11" pourraient être supprimés sans inconvénient, l'article 11 étant suffisamment explicite à cet égard.

Article 11.

D'après les renseignements fournis par le délégué du Ministre, cet article vise non seulement le statut, mais tout le régime dont se trouvent dotés les agents du Corps de protection civile.

Il y a dès lors lieu de remplacer le mot "statut" par "régime".

D'autre part, il serait plus clair de biffer, à l'article 11, le membre de phrase "sans préjudice de l'application de l'article 12" et de faire débuter l'article 12 par les mots ""Par dérogation à l'article 11".

Article 12.

Voir la dernière observation formulée sous l'article 11.

Pour atteindre le but visé et demeurer d'ailleurs dans les limites de la légalité, la disposition qui fait l'objet de l'avant-dernier alinéa devrait être libellée comme suit :

.../...

"Les agents nommés par application de l'alinéa précédent ne peuvent se prévaloir de cette nomination pour obtenir ultérieurement une promotion, un changement de grade ou un transfert dans les autres services du Ministère de l'Intérieur ou dans un autre Ministère".

Le dernier alinéa de l'article 12 exclut les fonctions ou emplois visés à cet article, des droits de préférence accordés par la loi des 3 août 1919 et 27 mai 1947, mais uniquement pour l'application dudit article 12.

Cela revient à dire que les emplois en question ne sont exclus des droits de priorité que pendant trois mois et si les titulaires à ces fonctions sont nommés par application des litteras a et b de l'article. Pareille distinction, d'après le moment de la nomination et d'après le mode de nomination, ne peut se justifier quand il s'agit de l'application d'une disposition légale qui doit être motivée par la nature de la fonction.

Cet alinéa de l'article 12 devrait être revu.

Article 13.

Cet article a sa place en tête du chapitre II. Il devrait être rédigé comme suit :

/

"Il est créé au sein de l'administration centrale du Ministère de l'Intérieur une administration de la protection civile. Elle exerce les attributions de l'échelon national du Corps de protection civile ainsi que celles des bureaux provinciaux de ce Corps".

Article 14.

Il y a lieu de remplacer l'expression "les agents des deux groupes suivants : ... " par "les grades de l'administration de la protection civile appartenant aux deux groupes suivants : ... ".

Article 15.

Compte tenu des précisions fournies par le délégué du Ministre, cet article ne devrait contenir que les deux dispositions suivantes :

"Les agents hors catégories sont assimilés, pour ce qui concerne l'application des règles du statut des agents de l'Etat, aux agents de la quatrième catégorie.

Les groupes A et B constituent des groupes hiérarchiques, les grades figurant au groupe A ayant un rang hiérarchique supérieur à ceux figurant au groupe B".

.../...

Article 16.

Texte proposé :

"A partir de la date de l'entrée en vigueur du présent arrêté, les dénominations des grades figurant dans la colonne I ci-dessous sont remplacées, pour ce qui concerne les agents qui sont titulaires de ces grades à cette date, par la dénomination figurant en regard dans la colonne II".

+

\+ +

Article 17.

Cet article ainsi que les articles suivants devraient être groupés dans un chapitre III, intitulé "Dispositions générales".

L'article 17 prévoit l'abrogation complète de l'arrêté royal du 6 avril 1921 fixant le règlement organique du Ministère de l'Intérieur.

Le projet ne règle cependant pas la matière des délégations. Il serait en conséquence souhaitable d'exclure de l'abrogation le chapitre III de cet arrêté, relatif à cette matière. Pour cela, il suffirait de compléter les dispositions de l'article 17, a, par les mots "à l'exclusion du chapitre III".

.../...

Il échet aussi de noter que l'arrêté royal du 6 avril 1921 a été modifié à de nombreuses reprises.

Le même article 17 abroge, en b, quelques dispositions de l'arrêté royal du 11 mars 1954 portant statut du Corps de protection civile. L'abrogation partielle de ces dispositions résulte déjà implicitement des autres articles du projet. Abroger expressément ces dispositions avant que la réorganisation du Corps de protection civile ne soit complété offrirait notamment l'inconvénient de soustraire ce qui subsiste du Corps à l'autorité du Ministre de l'Intérieur. C'est la raison pour laquelle le Conseil d'Etat suggère de ne procéder qu'à l'abrogation expresse de l'article 38 de l'arrêté royal du 11 mars 1954 qui est seul indispensable pour réaliser complètement les intentions du Gouvernement d'après les renseignements donnés par le délégué du Ministre.

Article 18.

La disposition constituant l'article 18, a , serait mieux à sa place à l'article 17, entre les dispositions a et b de cet article.

Elle devrait y être insérée dans les termes suivants :

.../...

"b. le tableau annexé à l'arrêté royal du 30 mars 1939 sur le classement des agents de l'Etat en catégories, en tant qu'il concerne l'administration centrale du Ministère de l'Intérieur".

En ce qui concerne la disposition de l'article 18,b, il est à remarquer que le Conseil d'Etat a été saisi ces derniers jours par le Premier Ministre d'une demande d'avis relative à un projet d'arrêté royal portant abrogation expresse de l'arrêté du Régent du 13 décembre 1949 réglant l'accession à l'emploi d'expéditionnaire dans les administrations de l'Etat. L'arrêté qui sortira de ce projet privera, s'il est pris le premier, l'article 18, b, d'objet.

L'article 18, c, supprime l'épreuve imposée par l'arrêté royal du 5 septembre 1952 aux candidats à la fonction de statisticien au Ministère de l'Intérieur. L'article 1er de cet arrêté n'a pas ce seul objet, il classe en outre l'emploi. Le projet modifiant ce classement pour ranger le statisticien en 1ère catégorie, il serait préférable de procéder par modification textuelle de l'arrêté royal du 5 septembre 1952 et de substituer à l'article 18, c, la disposition ci-après :

"§ 1er. L'article 1er de l'arrêté royal du 5 septembre 1952 imposant un examen en vue de la collation des grades de vérificateur et de statisticien à l'administration centrale du Ministère de l'Intérieur, est remplacé par la disposition suivante :

.../...

"La fonction de vérificateur mentionnée au cadre organique du Ministère de l'Intérieur fixé par l'arrêté du Régent du 24 juillet 1946 et par l'arrêté royal du 30 juillet 1951 est classée dans la 2ème catégorie des agents de l'Etat".

§ 2. Dans l'article 2 du même arrêté, les mots "et de statisticien" sont supprimés ".

\+

\+ +

Il serait enfin souhaitable de compléter l'intitulé de la colonne II du tableau annexé au projet de manière à en faire clairement ressortir que celle-ci établit non seulement la hiérarchie des grades et des groupes de grades de l'administration centrale du Ministère de l'Intérieur,mais en premier ordre la liste de ces grades. On pourrait se borner à compléter l'intitulé par les mots "liste des grades" placés en tête de l'intitulé du tableau.

Het ontwerp heeft betrekking op de inrichting van de diensten van het hoofdbestuur van het Ministerie van Binnenlandse Zaken en op het statuut van het personeel van bedoeld bestuur, met uitsluiting van de inspecteurs van de dienst voor taalzaken.

Vinden de artikelen 1 tot 9 toepassing op gans het hoofdbestuur en op het personeel in zijn geheel, de artikelen 10 tot 16 betreffen speciaal het bestuur van de burgerlijke bescherming en het personeel daarvan, welk bestuur het ontwerp impliciet opricht bij het hoofdbestuur van het Ministerie.

Het verdient aanbeveling aan deze laatste artikelen een afzonderlijk hoofdstuk, hoofdstuk II, te wijden ; de artikelen 1 tot 9 kunnen dan hoofdstuk I, de artikelen 17 tot 20 (slotbepalingen) hoofdstuk III vormen.

\+

\+ \+

HOOFDSTUK I. - ALGEMENE BEPALINGEN.

(Artikelen 1 tot 9).

Na de graden te hebben opgesomd, stelt het ontwerp de hiërarchie ervan vast. Hierbij wijkt het af van het door het koninklijk besluit van 30 maart 1939 ingevoerde algemene stelsel, waardoor het niet meer mogelijk is voor de overgang naar een andere graad eenvoudig de regels van het statuut van het Rijkspersoneel betreffende de bevordering tot een hogere graad toe te passen.

.../...

Voor de overgang naar een andere graad bij het hoofdbestuur van het Ministerie voert het ontwerp dan ook regels in, die op sommige punten van de regels van het statuut afwijken.

\+

\+ +

HOOFDSTUK II. - BEPALINGEN BETREFFENDE HET BESTUUR DER BURGERLIJKE BESCHERMING.

(Artikelen 10 tot 17 van het ontwerp).

Uit de bepalingen welke de Raad van State onder hoofdstuk II wil samenbrengen, vooraluit artikel 13, vloeit impliciet voort dat bij het Ministerie van Binnenlandse Zaken een bestuur van de burgerlijke bescherming wordt opgericht, dat de bevoegdheid zal uitoefenen die thans door het koninklijk besluit van 11 maart 1954 is opgedragen aan het Korps burgerlijke bescherming in landsverband en aan de provinciale bureaus van dat Korps.

Dit bestuur zou uitdrukkelijk moeten worden opgericht door een afzonderlijk artikel, het eerste van hoofdstuk II.

\+

\+ +

.../...

De strekking van het ontwerp zou beter tot uiting komen in het volgende opschrift :

"Koninklijk besluit betreffende de inrichting en het personeelsstatuut van het hoofdbestuur van het Ministerie van Binnenlandse Zaken".

\+

\+ +

In de aanhef van het ontwerp moet worden verwezen naar artikel 66, tweede lid, van de Grondwet, waaraan het ontwerp zijn voornaamste rechtsgrond ontleent.

De vermelding van het besluit van de Regent van 30 april 1947 dient als volgt te worden aangevuld :

"... gewijzigd bij het besluit van de Regent van 2 maart 1949 en bij de koninklijke besluiten van 5 februari 1951, 3 en 18 maart 1953, 23 maart en 20 juni 1955".

De vermelding van het besluit van de Regent van 10 april 1948 dient als volgt te worden aangevuld :

"... gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 5 februari 1951, 3 en 18 maart 1953, 23 maart en 20 juni 1955".

\+

\+ +

.../...

Wat de artikelen betreft,moet de Raad van State, wegens de korte termijn waarover hij heeft beschikt, zich bepalen tot het voorstellen van tekstwijzigingen die de bedoelingen van de Regering, zoals zij door de gemachtigde van de Minister werden toegelicht, vollediger en duidelijker tot uiting brengen.

Hierna volgen deze wijzigingen :

Artikel 1.

Voorgestelde tekst :

"Dit besluit is van toepassing op het hoofdbestuur van het Ministerie van Binnenlandse Zaken, met uitzondering van de inspecteurs van de dienst voor taalzaken".

Artikel 2.

Dit artikel kan beter na artikel 9 worden ingevoegd. Men leze het als volgt :

"De personeelsleden van de provinciale gouvernementen kunnen noch door bevordering, noch door verandering van graad toegang krijgen tot de betrekkingen bij het hoofdbestuur van het Ministerie van Binnenlandse Zaken".

.../...

Artikelen 3 en 4.

Deze beide artikelen zouden beter in één artikel worden gegroepeerd, als volgt :

"De verschillende graden van het hoofdbestuur van het Ministerie van Binnenlandse Zaken worden in de bij dit besluit gevoegde tabel opgesomd.

Zij worden ingedeeld in de door het statuut van het Rijkspersoneel bepaalde categorieën, welke die tabel opgeeft.

Benoeming bij wijze van werving heeft plaats met inachtneming van de bijzondere in de tabel genoemde eisen.

Overgang naar een andere graad heeft met inachtneming van de in de tabel genoemde eisen plaats door verandering van graad dan wel door bevordering.

Verandering van graad is de overgang naar een andere graad in dezelfde hiërarchische groep. Zij wordt toegekend door de benoemende overheid. Personeelsleden die een verandering van graad wensen te verkrijgen, moeten zich kandidaat stellen.

Bevordering is de overgang naar een andere graad die in een hogere hiërarchische groep is ingedeeld.

De hiërchische groep bestaat uit de gezamenlijke graden, die in de tabel onder één nummer worden genoemd.

.../...

De rangschikking van de hiërarchische groepen in kolom II van de tabel bepaalt de hiërarchische rang van de graden die in elk van de groepen zijn samengebracht".

Artikel 5.

Het eerste en het tweede lid zouden beter als volgt worden gelezen :

"Er zijn twee soorten van bevordering : bevordering binnen dezelfde categorie en bevordering met overgang naar de hogere categorie.

Bevordering binnen een categorie heeft plaats overeenkomstig de regels van het statuut van het Rijkspersoneel inzake bevordering tot een hogere graad, onder voorbehoud van de uit dit besluit volgende afwijkingen".

In het derde lid vervange men eveneens de woorden : "de bevordering tot de hogere categorie" door "bevordering met overgang naar de hogere categorie...".

Artikel 6.

Voorgesteld wordt :

"Verandering van graad heeft plaats overeenkomstig de regels inzake bevordering binnen dezelfde categorie. De anciënniteit voor de rangschikking wordt echter bepaald met inachtneming van de anciënniteit welke het personeelslid heeft verkregen, zowel in de graden die hij in dezelfde hiërarchische groep bekleedt of heeft bekleed, als in de graden die in andere hiërarchische groepen van dezelfde categorie zijn ingedeeld, wanneer deze volgens de tabel toegang verlenen tot de te begeven graad".

Artikel 7.

Voorgesteld wordt :

"Voor bevordering binnen dezelfde categorie worden de twee jaren dienst als geëist in artikel 72 van het statuut, bepaald met inachtneming van de tijd die doorgebracht is in de verschillende graden van de categorie welke bij bevordering toegang verlenen tot de te begeven graad.".

Artikel 8.

Het eerste lid van dit artikel ware beter als volgt te lezen :

"Wanneer zich in eerste of tweede categorie kandidaten voor een verandering van graad aanmelden, rangschikt de directieraad hen bovenaan op de lijst".

Daar de personeelsleden die aanspraak kunnen maken op bevordering geen kandidaatstelling hoeven te doen, vervange men in het tweede lid de term "kandidaten" door "belanghebbende personeelsleden".

Artikel 9.

Dit artikel verklaart de Minister bevoegd om de voorschriften van de tabel betreffende de graden van de vierde categorie en de graden die buiten categorie zijn geplaatst, aan te vullen.

Ter voorkoming van betwistingen, vervange men de woorden "Voor de benoeming" door "zowel voor aanwerving als voor verandering van graad en voor bevordering".

.../...

Artikel 10.

De woorden "onderworpen aan de bepalingen van artikel 11" kunnen zonder bezwaar vervallen, daar artikel 11 in dit opzicht voldoende duidelijk is.

Artikel 11.

Naar de gemachtigde van de Minister heeft verklaard, doelt dit artikel niet alleen op het statuut, maar op de gehele regeling die op het personeel van het Korps burgerlijke bescherming toepassing vindt.

De woorden "het statuut van" vervange men dus door "de regeling inzake".

Voorts ware het duidelijker, in artikel 11 het zinsdeel "onverminderd de toepassing van artikel 12" te schrappen en artikel 12 te beginnen als volgt : "In afwijking van artikel 11 ...".

Artikel 12.

Zie de laatste opmerking bij artikel 11.

Om het beoogde doel te bereiken en overigens binnen de wettigheid te blijven, leze men het voorlaatste lid als volgt :

.../...

"De personeelsleden die bij toepassing van het vorige lid zijn benoemd, mogen zich op die benoeming niet beroepen om later in andere diensten van het Ministerie van Binnenlandse Zaken of in een ander Ministerie bevordering, verandering van graad of overplaatsing te verkrijgen".

Het laatste lid van artikel 12 sluit de in dit artikel bedoelde ambten of betrekkingen uit van de voorkeurrechten die de wet van 3 augustus 1919 en 27 mei 1947 toekent, maar uitsluitend voor de toepassing van genoemd artikel 12.

Dit komt er op neer, dat bedoelde betrekkingen van de voorkeurrechten slechts zijn uitgesloten voor drie maanden en voor zover de titularissen bij toepassing van a en b van dit artikel in die betrekking worden benoemd. Dit onderscheid naargelang van het tijdstip en de wijze van benoeming is niet verantwoord wanneer het gaat om de toepassing van een wetsvoorschrift, die op grond van de aard van het ambt moet worden gemotiveerd.

Dit laatste lid van artikel 12 moet worden herzien.

.../...

Artikel 13.

Dit artikel behoort vooraan in hoofdstuk II te staan . Men leze het als volgt :

"In het hoofdbestuur van het Ministerie van Binnenlandse Zaken wordt een bestuur van de burgerlijke bescherming opgericht. Het oefent de bevoegdheden uit van het Korps burgerlijke bescherming in landsverband en van de provinciale bureau's van dit Korps".

Artikel 14.

De woorden "de agenten van de twee volgende groepen : ..." vervange men door : "de graden van het bestuur van de burgerlijke bescherming die tot de volgende twee groepen behoren : ...".

Artikel 15.

Gelet op de verklaringen van de gemachtigde van de Minister, zouden in dit artikel alleen de twee volgende bepalingen moeten worden behouden :

"Het personeel buiten categorie wordt ten aanzien van de toepassing van de regelen van het statuut van het Rijkspersoneel gelijkgesteld met het personeel van de vierde categorie.

De groepen A en B zijn hiërarchische groepen: de graden van groep A staan hiërarchisch boven die van groep B".

.../...

Artikel 16.

Voorgesteld wordt :

"Vanaf de datum van inwerkingtreding van dit besluit worden de benamingen van de in de onderstaande kolom I voorkomende graden ten aanzien van het personeel dat op die datum titularis van die graden is, vervangen door de benaming die er in kolom II tegenover staat".

Artikel 17.

Dit artikel behoort mèt de volgende artikelen te worden gegroepeerd in een hoofdstuk III, met als opschrift "Algemene Bepalingen".

Artikel 17 heft het koninklijk besluit van 6 april 1921 houdende vaststelling van het organiek reglement van het Ministerie van Binnenlandse Zaken in zijn geheel op.

Het ontwerp regelt echter niet de materie van de bevoegdheidsoverdrachten. Het ware dus raadzaam, het hoofdstuk III van dit besluit, dat ze regelt, niet op te heffen. Artikel 17, a, kan aan het einde worden aangevuld als volgt : "met uitzondering van hoofdstuk III".

.../...

Ook moge worden opgemerkt, dat het koninklijk besluit van 6 april 1921 herhaaldelijk is gewijzigd.

Hetzelfde artikel 17 heft, onder b, enkele bepalingen op van het koninklijk besluit van 11 maart 1954 houdende statuut van het Korps burgerlijke bescherming. De gedeeltelijke opheffing van die artikelen ligt reeds besloten in andere artikelen van het ontwerp. Ze uitdrukkelijk opheffen vooraleer het Korps burgerlijke bescherming volledig gereorganiseerd is, zou onder meer het nadeel hebben, dat hetgeen van dat Korps overblijft aan het gezag van de Minister van Binnenlandse Zaken wordt onttrokken. Daarom stelt de Raad van State voor, alleen artikel 38 van het koninklijk besluit van 11 maart 1954 uitdrukkelijk op te heffen, de enige opheffing die noodzakelijk is om de bedoeling van de Regering, zoals de gemachtigde van de Minister die heeft uiteengezet, volledig te verwezenlijken.

Artikel 18.

De bepaling van artikel 18, a, zou beter op haar plaats zijn in artikel 17, tussen de bepalingen a en b.

Men voege ze aldaar in met de volgende tekst :

.../...

"b. de tabel gevoegd bij het koninklijk besluit van 30 maart 1939 omtrent de indeling in categorieën van het Rijkspersoneel, inzover het betrekking heeft op het hoofdbestuur van het Ministerie van Binnenlandse Zaken".

Ten aanzien van de bepaling van artikel 18, b, zij opgemerkt dat de Eerste-Minister de Raad van State kortelings heeft verzocht, hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit houdende uitdrukkelijke opheffing van het besluit van de Regent van 13 december 1949 tot regeling van de overgang tot de betrekking van expeditionnair bij de Rijksbesturen. Wordt het besluit dat uit dit ontwerp zal volgen het eerst uitgevaardigd, dan heeft artikel 18, b, geen zin meer.

Artikel 18, c, schaft het examen af dat bij koninklijk besluit van 5 september 1952 was opgelegd aan de kandidaten voor de betrekking van statisticus bij het Ministerie van Binnenlandse Zaken. Het doel van artikel 1 van dat besluit is echter ruimer : het stelt ook de indeling van de betrekking vast. Aangezien het ontwerp die indeling wijzigt om de statisticus in de eerste categorie te rangschikken, verdient het aanbeveling de tekst van het koninklijk besluit van 5 september 1952 te wijzigen en artikel 18, c, door de volgende bepaling te vervangen :

"§ 1. Artikel 1 van het koninklijk besluit van 5 september 1952 tot instelling van een examen voor toegang tot de rang van verificateur en statisticus bij het hoofdbestuur van het Ministerie van Binnenlandse Zaken, wordt door de volgende bepaling vervangen :

.../...

"De functie van verificateur, opgenomen in het organiek kader van het Ministerie van Binnenlandse Zaken, vastgesteld bij besluit van de Regent van 24 juli 1946 en bij koninklijk besluit van 30 juli 1951, wordt bij de tweede categorie van het Rijkspersoneel ingedeeld".

§ 2. In artikel 2 van hetzelfde besluit worden de woorden "en statisticus" geschrapt.

\+

\+ +

Tenslotte verdient het aanbeveling het opschrift van kolom II van de bij het ontwerp gevoegde tabel zo aan te vullen, dat er duidelijk uit blijkt dat zij niet alleen de hiërarchie der graden en der hiërarchische groepen van het hoofdbestuur van het Ministerie van Binnenlandse Zaken, maar in de eerste plaats de lijst van die graden vaststelt. Te dien einde kan het opschrift gewoon worden aangevuld met de woorden "lijst van graden" die in het opschrift van de kolom vooraan moeten komen.

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs :	F.LEPAGE,	conseiller d'Etat,	président
de Heren :		raadsheer van State,	voorzitter
	L.MOUREAU,	conseillers d'Etat,	
	G.HOLOYE,	raadsheren van State,	
	P.ANSIAUX,	assesseurs de la section de législation,	
	F.DUCHENE,	bijzitters van de afdeling wetgeving,	
	J.COOLEN,	greffier adjoint,	greffier
		adjunct-griffier,	griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M.F.LEPAGE.

Le rapport a été présenté par M. Ch.SMOLDERS, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H.F. LEPAGE.

Het verslag werd uitgebracht door de H.Ch. SMOLDERS, auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s) J.COOLEN.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s) F.LEPAGE.